



# CRISE INTRA COMMUNAUTAIRE



RÉSEAU DE *COALITION PLUS*

## CRISE INTRACOMMUNAUTAIRE

**Contexte :** Les événements qui engendrent les crises et la violence peuvent émerger au sein d'une même 'famille' ou communauté étroitement liée et partageant un mode de vie. Au sens large du mot 'communauté' on décrit les individus ayant une même orientation sexuelle ou identité de genre, les organisations communautaires et les alliés qui les représentent. Plusieurs types d'incidents liés à des divergences, conflits ou malentendus entre membres des communautés de Minorités Sexuelles et de Genre peuvent 'déborder' du cadre intracommunautaire et avoir des répercussions fâcheuses lorsque la population générale et les médias s'en emparent. Les débordements peuvent résulter d'une action volontaire ou accidentelle d'un.e membre de la communauté.

Exemples :

- Diffusion accidentelle dans le domaine public de soirées 'Pride', soirées 'Miss' et autres événements organisés par les communautés LGBTQ.
- Diffusion accidentelle de SexTapes

### A qui est destiné ce protocole ?

Les crises intra-communautaires peuvent survenir de manière prévisible ou non, de manière ponctuelle ou prolongée sur plusieurs mois. Il convient donc pour les

organisations de Minorités Sexuelles et de Genre de se familiariser avec les directives et les conseils fournis dans ce protocole. AGCS Plus publie ce protocole pour que les organisations dirigées par les Minorités Sexuelles et de Genre puissent continuer leur travail de manière sécurisée.

### Contenu du protocole

Le protocole décrit les aspects les plus importants à connaître pour éviter qu'une crise intra-communautaire ne 'déborde' sur la place publique avec un impact négatif sur les minorités de genre et de sexe, les activistes et leurs organisations. Pour cela il est donc important de connaître les types de risques encourus, les moyens de les prévenir ainsi que des ressources supplémentaires à consulter.

Pour bien intégrer la sécurité face aux risques qui peuvent survenir d'une crise intra-communautaire, les organisations et activistes sont encouragés à mettre en place leur plan de sécurité un circuit avec les étapes suivantes :

- Établir des partenariats
- Identifier les menaces
- Renforcer les moyens de prévention des crises
- Gérer une crise
- Offrir des services
- Documenter

### Plan de sécurité : Exemple

Date d'élaboration du plan de sureté (Ou date de révision)			
Personne responsable		Un directeur	
Risque principal à gérer		Risque d'agression du personnel, des bénévoles et bénéficiaires de l'organisation	
Menaces	Vulnérabilités	Capacités existantes	Capacités requises
Des insultes, menaces de violences physiques entre activistes, ou des membres de la communauté contre une organisation supposée 'corrompue' ou non-inclusive.  Les menaces proviennent d'activistes Minorités Sexuelles et de Genre	Les dirigeants de l'association ne sont pas formés sur la diversité et l'inclusion.  Les bénévoles de l'organisation sont majoritairement du même groupe ethnique et religieux  Le règlement intérieur de l'organisation ne prend pas en compte les questions d'inclusion ethnique/religieuse et la diversité sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre	L'organisation possède un règlement intérieur  Le bureau dispose de caméras de surveillance  L'assemblée générale se tient de manière annuelle dans la transparence	Compagnie de gardiennage  Sécuriser les outils digitaux (ordinateurs et téléphone) / Cryptage des informations  Former les membres du CA et personnel sur l'inclusion, la non-discrimination et la diversité

	ÉLÉMENTS DU CIRCUIT DE PREVENTION ET DE GESTION	ACTIVITES
1	Former des partenariats	<p><b>Avec les autres organisations de Minorités Sexuelle et de Genre</b> : en l'absence de cadres formels autour desquels les organisations et les activistes se réunissent, il est important de forger des liens de travail et de collaboration. Ce genre d'alliances peuvent se révéler utile pour la résolution de crises intra-communautaires lorsqu'elles surviennent</p>
2	Identifier les menaces	<p><b>Les militants anti-genre</b> : en collaboration avec les défenseurs des droits humains, il est utile de comprendre les plans d'action e méthodes des mouvements qui vient la pénalisation ou la restriction des droits des Minorités Sexuelles et de Genre. Dans plusieurs pays, ces mouvements savent 'manipuler' les membres des communautés Minorités Sexuelles et de Genre pour déjouer leurs tactiques de plaidoyer</p> <p><b>Les influenceurs</b> : certains activistes provenant des communautés sont actifs sur Facebook et Twitter/X et relaient souvent des alertes sur les potentiels dangers qui menacent la communauté dans votre pays ou dans la sous-région. Renseignez-vous et connectez -votre page à ces influenceurs.</p> <p>Les informations recueillies doivent permettre de répondre aux questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels sont les facteurs et les faits à la base de la crise intra-communautaire ?</li> <li>• Quelles sont les sources ou les causes des malentendus ?</li> <li>• La menace est-elle à prendre au sérieux ?</li> </ul>
3	Renforcer les moyens de prévention	<p>Rédiger et évaluer régulièrement <b>le plan de sécurité</b> de l'organisation (voir exemple dans le tableau)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Designner une personne de référence en charge des questions de sécurité au sein du réseau ou de l'organisation</li> </ul> <p><b>Sécuriser les locaux de l'organisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre des caméras de surveillance</li> <li>• Engager une compagnie de gardiennage</li> <li>• Établir un registre des entrées et sorties dans les locaux</li> </ul> <p><b>Renforcer ka sécurité numérique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre des assurances pour protéger les outils digitaux (ordinateurs notamment)</li> <li>• Protéger les données numériques concernant les bénéficiaires</li> </ul> <p><b>La communication</b> : La manière de communiquer avec les journalistes ou le grand public sur la mature du travail de l'organisation dépend du contexte. En règle générale, il est important de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiquer en mettant en avant les avantages des activités pour la société et le pays ; sante sexuelle et reproductive, prévention des violences, soutien aux personnes vulnérable, etc..</li> <li>• Dans les contextes hostiles, en l'absence de journalistes 'friendly' connus de la communauté, il vaut mieux éviter de communiquer avec la presse sur les buts de</li> <li>• <b>Éviter d'aborder les sujet</b>-pièges et arguments sans fondement des mouvements anti-genre, tels que « la promotion de l'homosexualité » ou le suppose « recrutement des enfants » ou le « financement massif » des homosexuels par l'Occident.... Ces faux arguments sont des pièges, utilisés pour créer une panique morale dans le pays contre les Minorités Sexuelles et de Genre.</li> <li>• <b>Budgétiser</b> et inclure la sécurité dans les demandes de financement du Fonds Mondial</li> </ul>

4	<b>Gérer une crise</b>	<p>Lorsque la crise intra-communautaire 'déborde' sur la place publique et dans les médias, et que les Minorités Sexuelles et de Genre sont visés explicitement, plusieurs cas de figure peuvent arriver :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les descentes de police dans les locaux de l'organisation ou dans les sites fréquentés par les Minorités Sexuelles et de Genre</li> <li>• Les cyberattaques visant le site web de l'organisation</li> <li>• Le vol et rafles d'équipements (ordinateurs par exemple)</li> </ul> <p><b>Comment communiquer :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avertissez régulièrement les communautés à travers les réseaux sociaux sécurisés (page Facebook fermée ou WhatsApp par exemple)</li> <li>• <b>Maintenir</b> un contact avec les bénéficiaires à travers des moyens sécurisés tels que les groupes WhatsApp</li> </ul> <p><b>Menez un plaidoyer</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Auprès des partenaires publics qui ont déjà des liens avec l'organisation (Santé et Justice par exemple)</li> <li>• Auprès des partenaires techniques et financiers</li> </ul>
5	<b>Offrir les services</b>	<p>Au cours de la crise il est important de maintenir un minimum des services dans la mesure du possible.</p> <p>Si, l'offre de services est possible, l'organisation doit juger la pertinence et les conséquences possibles d'une fermeture complète des locaux.</p> <p>La continuité de l'offre des ARVs et la PrEP par exemple est un exemple de services essentiels.</p>
6	<b>Documenter</b>	<p>Après une crise, il est important de documenter les éléments suivants dans un rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La nature de la crise, les éléments déclencheurs et les principaux protagonistes.</li> <li>• Les préjudices moraux, physiques, matériels ou psychologiques subis par les membres de la communauté, le personnel ou les bénéficiaires</li> <li>• Les chiffres sur le nombre de personnes qui ont demandé de l'aide, les types de services offerts aux demandeurs d'aide</li> </ul> <p>L'étape de documentation est utile</p>

## CAS D'ÉTUDE

**Sénégal (2021) :** Au cours de l'année 2021 ; des mouvements politiques de l'opposition se sont mobilisés pour le passage de nouvelles lois visant à renforcer les dispositions pénales du pays contre l'homosexualité<sup>5</sup>. Ces mouvements se sont caractérisés par des marches médiatisées dans plusieurs villes du pays accompagnées de discours hostiles aux personnes appartenant aux Minorités Sexuelles et de Genre. L'homosexualité est portant déjà punie au Sénégal ; Selon Seydi Gassama directeur de Amnesty International Sénégal cette mobilisation est « une instrumentalisation politique pour affaiblir le pouvoir et pour s'attaquer aux fondements laïcs du pays », à quelques mois des élections législatives qui devaient se tenir le 31 juillet 2021.

**Tanzanie (2018) :** En octobre 2018, le gouverneur régional de Dar es Salaam, Paul Makonda, annonce son intention de créer un groupe de travail chargé de traquer et d'arrêter les personnes LGBTI. Makonda a même fourni au public un numéro de téléphone où il pouvait signaler à la police toute personne soupçonnée d'être LGBTI. Suite à ces décisions, les photos d'activistes LGBT ont été publiées sur les réseaux sociaux, pour cette raison plusieurs d'entre eux ont dû fuir Dar Es Salam, quitter le pays ou vivre en cachette<sup>6</sup>.